



LA CGT FINANCES PUBLIQUES
NE PARTICIPE PAS
AU COMITE TECHNIQUE
VALIDANT LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS
DANS LE DEPARTEMENT

Monsieur le Président,

Notre administration se devant d'être exemplaire, paie, encore et toujours, un large tribu aux suppressions d'emplois. 1 600 prévues pour la Fonction Publique d'État, 1 600 à la DGFIP... C'est tout simplement scandaleux !!!!

Très concrètement, c'est la destruction progressive de la DGFIP que nous vivons, par la concentration des structures et l'abandon actuel et programmé d'un grand nombre de missions. Pour chacun d'entre nous, il est de plus en plus difficile de donner du sens à notre travail et de nous projeter dans notre avenir professionnel.

Nous ne sommes pas dupes, l'objectif de CAP 2022 est de regarder ce qu'il est possible de transférer, de privatiser où d'abandonner comme missions de service public. Nous en voulons pour exemple la dernière bombe à retardement envoyée par la DGFIP concernant sa volonté d'externaliser les renseignements téléphoniques lors de la mise en place du prélèvement à la source. L'appel d'offre est d'ores et déjà lancé !!!

Cette année, les suppressions d'emploi, ou requalifications, que vous proposez correspondent, soit à des chaises vides, soit à des départs à la retraite programmés. C'est beaucoup plus confortable pour l'administration qui ne cible aucun agent en poste en particulier. Par contre, pour les services concernés, l'opération est loin d'être neutre puisqu'ils ne verront aucun personnel arriver. Pire, bon nombre d'agents ALD nouvellement arrivés dans notre département vont se retrouver en sureffectif et ne pourront plus obtenir un poste fixe.

Que dire de l'affichage fait par la création de trois poste d'I DIV à la Direction ??!!! Dans les services, les agents ne comprennent pas et sont écœurés

Que dire du CDIF qui, outre ses surcharges de travail liées notamment à la revalorisation des valeurs locatives des locaux professionnels, ses problèmes d'effectif rencontrés, se voit privé de manière définitive, d'un potentiel chef de service C'est la première fois qu'un service d'une telle importance se retrouve sans responsable

Tous les services sont en souffrance.

La CGT Finances Publiques ne siègera pas à ce CTL. Nous refusons de discuter de l'opportunité de supprimer tel ou tel poste, puisque de toute manière, le nombre est immuable et restera de 12 dans notre département.

Les représentantes CGT Finances Publiques au CTL de l'Yonne

Caroline GERMAIN - Carine CAMBURET - Titulaires
Nathalie ARNASSAND - Sandrine CAVELIER - Suppléantes